

—Mort, à Montréal, du sergent P. Stearns, avocat, ancien consul général des Etats-Unis et pendant longtemps chef de la colonie américaine dans la métropole.

ETATS-UNIS

—Congrès, à Springfield, de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique. Dans son sermon à la messe d'ouverture, M. l'abbé Marchand revendique la souveraine importance de la langue maternelle en vue de la conservation de la foi.

—Il est annoncé que le président Wilson sera présent à l'ouverture de la Conférence de la paix. Il quittera les Etats-Unis, accompagné de l'ambassadeur de France, M. Jusserand, aussitôt après l'ouverture de la session régulière du Congrès le 2 décembre. Il n'est pas probable qu'il restera jusqu'à la fin. Ce voyage du président est un événement considérable, tant à cause de la part prise par Wilson aux pourparlers de paix qu'à cause du précédent qu'il va créer: M. Wilson est, en effet, le premier chef d'Etat américain à quitter le pays durant son terme d'office. Et puis, il y a bien aussi la doctrine Monroe, que la guerre et cette action du président devant, par la force des choses, se mêler de la paix européenne et mondiale, auront joliment ébréchée...

—Le président signe la loi de prohibition nationale devant prendre effet à partir du 1er juillet, jusqu'à la démobilisation finale de l'armée américaine.

—Le quatrième Emprunt de la Liberté a été, lui aussi, souscrit et au delà. L'Etat en guerre voulait 6 milliards, et il en a eu 7! Le peuple américain se trouve avoir souscrit jusqu'à présent plus de 17 milliards.

Il en faut du nerf de la guerre, pour supporter la guerre. On porte, en effet, à 200 milliards le coût probable de la guerre aux belligérants. Elle leur a coûté 10 milliards en 1914, 26 milliards en 1915, 38 milliards en 1916 et 60, en 1917. La dette des pays de l'Entente est évaluée à 105 milliards.

—Démission de M. McAdoo, secrétaire du Trésor et directeur général du réseau national des chemins de fer.

—Une enquête va permettre de découvrir l'identité du syndicat de Germano-Américains possesseurs nominaux pour le Kaiser de propriété évaluées à plusieurs millions. L'attention se porte sur le comte Alvo von Alvensleben, interné pour espionnage à Fort Douglas, dans l'Utah. On signale une quinzaine de terres à bois de la Colombie-Anglaise possédées par un syndicat nominal dont Alvensleben est le chef.

—Les ouvriers organisés de San-Francisco font du tapage et brandissent l'arme de la grève, en faveur de Thomas Mooney, accusé de meurtre à la bombe et condamné à la pendaison. Sur les entrefaites, le juge qui a prononcé la sentence demande un nouveau procès, disant que Mooney a été la victime d'une preuve frauduleuse...

ANGLETERRE

—Comme nous l'avons laissé entendre à notre dernière chronique, Sa Majesté Georges V a daigné répondre d'une façon toute spéciale à l'adresse des deux Chambres à l'occasion de la victoire. Il s'est rendu mardi, en compagnie de notre gracieuse souveraine et de Son Altesse le prince de Galles, au Palais de Westminster. Le groupe royal s'est dirigé vers le Palais sans escorte et fut acclamé tout le long de la route. En arrivant, il est monté tout de suite à la galerie de la Chambre des Lords, où l'attendaient les lords et les députés, contrairement à la coutume, d'après laquelle c'étaient les membres des deux Chambres qui venaient rencontrer le roi. Sa Majesté a publiquement remercié Dieu *"pour la promesse d'une paix très prochaine"*. Il a célébré l'immense effort britannique et la loyauté de tous les Etats de l'Empire. Il a rendu hommage à la nation entière, à commencer par le généralissime Haig. Il a déclaré qu'il s'efforcera de s'acquitter le mieux possible de sa lourde charge, afin de *"maintenir intact l'honneur de l'Empire et d'assurer le bien-être des peuples sur lesquels il est appelé à régner"*.

—Le Parlement britannique a été prorogé le 21 novembre. En l'absence du roi, rendu en Ecosse parmi la flotte, à l'occasion de la reddition partielle de la flotte allemande stipulée dans l'armistice, le discours du trône a été lu par commission. Lloyd George et Bonar Law ont adressé un manifeste conjoint au pays, dans lequel ils déclarent, notamment, qu'aussi longtemps qu'on ne sera pas revenu à des conditions normales, il sera prématuré d'établir une politique fiscale permanente, bien qu'un tarif préférentiel soit offert aux colonies. *"Il sera du devoir du nouveau gouvernement, ajoutent-ils, d'écarter toutes les inégalités que la loi met entre l'homme et la femme, et de créer une seconde Chambre basée sur un contact direct avec le peuple. Il ne peut y avoir de paix politique dans le royaume ou l'empire tant que la question irlandaise ne sera pas réglée. Conséquemment, il faut explorer tous les chemins conduisant vers un règlement. Deux chemins sont fermés, cependant, l'un qui mène à la sécession complète de l'Irlande d'avec l'Empire, et l'autre à la soumission des six comtés de l'Ulster au parlement du Home Rule, contre leur gré"*.

Lord Robert Cecil, ministre du Commerce de guerre et du Blocus, a démissionné, ainsi que M. John Clynes, contrôleur du service britannique des vivres, représentant du parti ouvrier.

—Les pertes britanniques sur tous les fronts se sont élevées, d'après un rapport officiel, à 3,049,991, soit 142,634 officiers et 2,907,357 soldats. En tout, il y a eu 2,032,122 blessés et 359,145 manquants, y compris les prisonniers. Les pertes totales au front occidental ont été de 2,719,652 (morts: 32,769 officiers et 526,843 soldats; blessés: 83,142 officiers et 1,750,203 soldats; manquants, y compris les prisonniers: 10,846